

# Communistes

www.PCF.fr

Vendredi 7 février 2025

## Hommage aux victimes de Charonne (p. 5)

## Le droit à la sécurité et à la tranquillité pour tous ! (p. 3)

## Santé

La société de gestion Allianz Global Investors vient de publier sa traditionnelle étude annuelle sur les versements de dividendes en Europe. Il y est question d'« année record » : « Les entreprises du vieux continent sont en forme et elles en profitent pour récompenser leurs actionnaires. » On apprend encore qu'« en 2025, les versements des dividendes par les entreprises européennes devraient grimper à un sommet historique ». L'étude ajoute que la santé « figure parmi les secteurs où les augmentations de dividendes attendues pour 2025 sont les plus élevées ». Le pékin qui apprend ainsi que la santé regorge de fric alors qu'on lui rabâche que la santé est en déroute doit se dire, soit que l'économie c'est décidément bien compliqué, soit qu'il y a un loup dans cette histoire. ☹

Gérard Streiff



## Vidéo

Fabien Roussel est  
l'invité de  
C à Vous  
sur France 5

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse : ..... € *« Donnez au PCF  
les moyens d'intervenir »*

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## JE SUIS GAZA sauve qui peut l'enfance



## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

### Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail

à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

**31 janvier, à partir de 14h30 :** Les Amis de l'Humanité Loire organisent une journée autour d'Alain Hayot : de 14h30 à 16h30, il signera son livre *Face aux nouveaux monstres, le sursaut* à la médiathèque d'Unieux, puis de 18h30 à 21h30, il sera en débat et dédicace à la Bourse du travail de Saint-Etienne (42)

**31 janvier, à partir de 19h :** Vœux de la section de Riom, en présence de Boris Bouchet, conseiller régional AURA et conseiller municipal de Riom. Maison des associations, Riom (63)

**31 janvier, à partir de 19 h :** Vœux des communistes de Malakoff, en présence de Ian Brossat, sénateur & porte-parole du PCF, et Jacqueline Belhomme, maire de Malakoff. Maison de la vie associative, Malakoff (92)

**1<sup>er</sup> février, à partir de 14h30 :** Grand loto organisé par la section du Cannel. Ouvert à tous, nombreux lots. Goûter et boissons offerts aux participants. Salle Bel Aube, Le Cannel (06)

**1<sup>er</sup> février, à partir de 16 h :** Vœux de Marie-Claire Arasa, conseillère départementale de l'Essonne. Interventions, témoignages, musique, danses, buffet partagé. Salle Pablo-Neruda, Morsang-sur-Orge (91)

**2 février, à partir de 15h :** Grande rifa des communistes d'Elne, lots traditionnels. Salle des fêtes de la mairie, Elne (66)

**7 février, à partir de 11h30 :** 63<sup>e</sup> commémoration du massacre du métro Charonne, où 9 camarades ont été tués par la police sous les ordres de Papon. Métro Charonne (75011)

**7 février, à partir de 19 h :** Repas du PCF Le Relecq Kerhuon : apéritif suivi d'un couscous, dessert, fromage, avec vin et boissons comprises pour 15 € par personne, 8 € pour un enfant. Règlement par chèque à l'ordre de ADF PCF 29 avec possibilité de régler sur place. Inscriptions le 31 janvier au plus tard auprès de Gilles 06 15 31 02 15 ou Pierre-Yves 06 80 85 94 23. Salle polyvalente, Maison municipale des associations Germain Bournot, Relecq-Kerhuon (29)

**8 février, à partir de 13h30 :** Après-midi commission Fièr-es et Révolutionnaire, avec 2 tables rondes. Inscription obligatoire au lien suivant : <https://framaforms.org/inscription-apres-midi-8-fevrier-2025-1736777626> Siège du PCF (75019)

**8 février :** Banquet républicain « La poule au pot », cuisinée maison avec des produits locaux. Participation 10 € et 5 € (adultes/enfants). Une tombola est organisée à 50cts le billet. Allonnes (72)

**11 février, à partir de 18h30 :** Soirée de présentation et de débat sur les propositions de la commission pour les droits des personnes handicapées, en présence notamment de Fatima Khallouk, responsable de la

commission, et de Fabien Roussel. Siège du PCF (75019)

**13 février, à partir de 18 h :** Vernissage de l'exposition « 100 Artistes pour la libération du journaliste américain Mumia Abu Jamal », organisée par la galerie l'Art et la Paix et le Mouvement de la paix. Maison de la paix, Saint-Ouen (93)

**15 mars, à partir de 19 h :** Banquet de la section du Parisis : buffet, soirée dansante et tombola. Contact et inscriptions : [pcf.paris95@gmail.com](mailto:pcf.paris95@gmail.com) / 06 64 67 77 15 / 06 28 33 30 51. En présence d'Emmanuel Maurel, député de la 3<sup>e</sup> circonscription, et des élu-es de la ville. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

**26 avril :** Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des Fêtes de La Bâthie avec réunion politique de 11 h à 12 h, suivie d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

### Les initiatives de la fondation Gabriel-Péri

**5 février, à partir de 18h30 :** Chroniques transatlantiques. Retour de D. Trump : quelles conséquences pour l'Europe et le monde ?, avec Bernard Duterme (sociologue, directeur du CETRI) ; Vincent Vicard (économiste et adjoint au directeur du CEPII) ; Marie-Claire Cailletaud (syndicaliste, membre honoraire du CESE, vice-présidente de la Fondation) ; un-e membre de la direction nationale de la CGT ; Guillaume Roubaud-Quashie (président de la Fondation Gabriel Péri) ; Charlotte Balavoine (responsable Europe du PCF). Inscription : [inscription@gabrielperi.fr](mailto:inscription@gabrielperi.fr). Espace Niemeyer, Salle des conférences (75019)

**12 février, à partir de 18h30 :** 1<sup>er</sup> décembre 1944. Le massacre de Thiaroye. La fin d'un mensonge d'État ?, rencontre avec Armelle Mabon autour de son livre *Le massacre de Thiaroye* (historienne spécialiste du sujet auquel elle se consacre depuis de nombreuses années, ce livre vise à réhabiliter l'honneur de soldats coloniaux morts par la France) ; Emilien Abibou (réalisateur, petit-fils d'Antoine Abibou, tirailleur natif du Togo, le plus lourdement condamné) ; Félix Atchadé (responsable du collectif Afrique du PCF). En partenariat avec les *Cahiers d'Histoire* et la Librairie Longtemps. Inscription : [inscription@gabrielperi.fr](mailto:inscription@gabrielperi.fr). Espace Niemeyer, Salle des conférences (75019)

# Le droit à la sécurité et à la tranquillité pour tous !

Les communistes et leurs élus ont défini plusieurs priorités majeures pour renforcer la sécurité et garantir la tranquillité publique : le recrutement de 60 000 fonctionnaires dans la police, la gendarmerie et les douanes ; la revalorisation des salaires ; l'abrogation de la réforme de la police judiciaire ; l'intensification de la lutte contre les réseaux criminels majeurs ; le renforcement du maillage territorial avec davantage de brigades de gendarmerie et de commissariats, la question diplomatique ou encore de complémentarité entre les policiers municipaux et nationaux sans jamais tomber le transfert des missions devant relever d'une politique nationale.

Ces propositions ont été portées par une délégation conduite par Fabien Roussel et Cécile Cukierman, composée de parlementaires communistes des groupes GDR à l'Assemblée nationale et CRCEK au Sénat, ainsi que de maires communistes venus de toute la France, lors de leur rencontre avec le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau.

Face à l'intensification des violences et des trafics (drogue, armes, êtres humains), le PCF a placé la sécurité et le droit à la tranquillité au cœur de ses priorités. Les familles des quartiers populaires, les habitants de nos villes et villages, ainsi que les agents des services publics et les élus locaux subissent de plein fouet la montée de l'insécurité, les effets sur leurs territoires et sur la santé publique des populations ainsi que les menaces liées à des réseaux criminels toujours plus présents.

Les parlementaires ont également souligné que la



sécurité reste une compétence régalienne de l'État, qui doit s'investir pleinement pour garantir à toutes et tous un cadre de vie paisible, condition essentielle à l'épanouissement individuel et collectif. Les collectivités locales, quant à elles, doivent pouvoir continuer à jouer leur rôle complémentaire dans la cohésion sociale et la promotion de l'égalité sur tout le territoire.

Cependant, les annonces budgétaires pour 2025 faites par le nouveau Premier ministre suscitent des inquiétudes, menaçant directement le fonctionnement de nos communes, des services publics locaux, leurs agents, et leur capacité à remplir leurs missions.

Enfin, cette démarche s'inscrit dans un contexte où le Parlement prépare l'examen d'un projet de loi sur le narcotrafic, attendu en séance publique au Sénat

à la fin janvier, après la publication en mai dernier du rapport de la commission d'enquête sur ce sujet. Les élus communistes entendent ainsi contribuer activement aux débats et à l'élaboration de solutions concrètes face aux enjeux de sécurité. Avec une approche cohérente, sans tomber dans la surenchère répressive sans lendemain ou dans l'obsession migratoire de l'extrême droite, mais en abordant cet enjeu de manière globale. Alliant les réponses dans les domaines de la prévention, de la santé publique, de la médiation, d'enquête, de répression comme de réinsertion des délinquants et criminels pour combattre à la racine les logiques de domination et d'exploitation qui forment la pierre angulaire de tous les réseaux criminels ou délinquants. 🇫🇷

**Robin Salecroix**



Nous avons souhaité ouvrir 2025 par un grand cycle d'une trentaine de débats autour de questions spécifiques soulevées par le plan climat « Empreinte2050 ». Porter à la connaissance du plus grand nombre les termes du

débat autour du défi climatique, les solutions possibles, les controverses, les nombreux défis industriels, scientifiques, sociaux et politiques, telle est l'ambition de ce cycle, gage d'une discussion ouverte et de qualité.

**1<sup>er</sup> débat : jeudi 30 janvier à 19 h !**  
**L'enjeu du logement face au défi climatique**

# 20 ans après, toujours pas d'égalité réelle des personnes handicapées

**E**n 2005, la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a enfin affirmé le droit des personnes handicapées à exister pleinement dans notre société, en tant que citoyennes et citoyens. Elle a consacré, tout simplement, le droit d'avoir des droits, et suscité des espoirs immenses chez les millions de personnes handicapées de notre pays.

Elle s'inscrivait dans un contexte international nouveau, consécutif aux travaux sur le modèle social du handicap - une approche par les droits et l'interaction entre déficiences et environnement social de la personne, par opposition au modèle médical qui prévaut encore dans notre pays, et qui conduit à la relégation sociale de millions de personnes handicapées. L'ONU élabore ainsi au début des années 2000, puis adopte en 2006 la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par la France en 2010. La Convention ne créait pas de nouveaux droits mais enjoignait aux États de prendre des mesures concrètes afin que les personnes handicapées aient accès aux droits humains existants.

Mais à quelques semaines des vingt ans de la loi, force est de constater que les droits des personnes handicapées sont largement inefficaces : droit à la vie autonome, droit à la compensation des incapacités, accessibilité universelle, droit à l'éducation,



liberté d'aller et venir...

Pire, la loi de 2005 a été détricotée lentement (loi ELAN, report sans fin de la mise en accessibilité) et les politiques austéritaires détruisent les avancées, notamment dans l'éducation et l'enseignement supérieur. Les inégalités territoriales sont criantes en matière d'accès aux droits et l'État, qui devait être garant de l'égalité, s'est désengagé, laissant les départements gérer la pénurie de moyens et transformer le « guichet unique » des MDPH, salué en 2005, en machines administratives à broyer des vies et à créer du non-recours.

Les personnes handicapées sont deux fois plus nombreuses que les autres à être privées d'emploi. Elles sont aussi plus pauvres. Les travailleurs d'ESAT n'ont pas les mêmes droits que les salariés, ni une

rémunération digne, tout en subissant des pressions de plus en plus fortes. Le handicap constitue depuis de nombreuses années le premier motif de discrimination sur le lieu de travail.

La litanie des constats pourrait être longue encore, mais rappelons que la France a été condamnée en septembre 2021 par le comité des droits des personnes handicapées de l'ONU lors de l'examen périodique de ses politiques du handicap au prisme de la Convention internationale. En outre, la Commission nationale consultative des droits de l'homme, dans une analyse récente, juge que la loi de 2005 ne respecte pas la Convention.

Pour le PCF, les personnes handicapées doivent exercer pleinement leurs droits fondamentaux, dont celui à une vie autonome, grâce à un service public de la vie autonome et de l'accompagnement tout au long de la vie. Elles doivent avoir accès à l'ensemble des services publics que nous défendons, dans des conditions d'égalité : éducation, transports, service public de l'emploi, culture, sport, loisirs... Nous présenterons le 11 février nos propositions pour l'égalité réelle des personnes handicapées. 🗳️

**Fatima Khalouk**

responsable de la commission nationale du PCF Pour les droits des personnes handicapées

# Vendredi 7 février 2025 **Hommage aux victimes de la répression sauvage de 1962** Métro Charonne. Place du 8 février, à 11 h 30

## 8 février 1962 – métro Charonne

**L**e 8 février 1962, la manifestation contre les attentats et crimes de l'OAS et pour la paix en Algérie, est sauvagement réprimée par la brigade spéciale placée sous l'autorité du préfet de police Maurice Papon et le ministre de l'Intérieur Roger Fray. Il sera dénombré 9 morts (9 travailleurs syndiqués à la CGT, dont 8 étaient membres du PCF) et des centaines de blessés graves.

Le 7 février 1962, dix plasticages résonnent dans Paris. Dix personnalités favorables à l'autodétermination du peuple algérien sont visées. Parmi lesquelles Raymond Guyot, dirigeant du PCF (dont l'épouse fut blessée), Vladimir Pozner, écrivain (blessé), André Malraux, ministre de la Culture (qui est absent), et c'est une fillette de 4 ans, Delphine Renard, proche de son domicile qui est grièvement blessée et deviendra aveugle. La photo de son visage ensanglanté atteignait chacun.

Syndicats et organisations de gauche, à l'exception notable du Parti socialiste, appelaient à une manifestation de protestation dès le lendemain. Celle-ci avait également pour objet la fin de la guerre d'Algérie et le droit à l'autodétermination du peuple algérien.

Des dizaines de milliers de personnes descendent pacifiquement dans la rue aux cris de « OAS assassin, paix en Algérie ! ». C'est au moment de la dislocation que le plus important cortège, au carrefour du métro Charonne, subit l'agression de la brigade spéciale de la police qui a la volonté de tuer.

Le lendemain, les négociations reprennent avec le



GPRA et aboutissent aux accords d'Évian le 19 mars 1962.

Le 13 février 1962, en région parisienne, toute activité est interrompue. Un million de personnes rendent hommage aux victimes, dans une grande et imposante manifestation, de la place de la République au cimetière du Père-Lachaise.

Soixante-trois ans plus tard, c'est donc la reconnaissance de ce véritable crime d'État que le comité Vérité et justice pour Charonne vous appelle à exiger du pouvoir. Comme pour la manifestation non-violente des Algériens, le 17 octobre 1961, avec plus de 100 morts et de nombreux blessés.

**Les victimes** : Neuf étaient des militants de la CGT dont huit du PCF.

Jean-Pierre Bernard, 30 ans, trois enfants, dessinateur aux télécoms.

Fanny Dewerpe, 31 ans, un enfant, secrétaire ; sa famille avait été décimée par les nazis, militante à

l'UJRE ; son mari, André Dewerpe, était mort des suites des violences policière lors de la manifestation du 28 mai 1952 contre la venue en France du général Ridgway, symbole de la guerre de Corée. Daniel Féry, jeune communiste de 15 ans, employé à la SERP (routage de *l'Humanité*).

Anne-Claude Godeau, 27 ans, employée aux chèques postaux.

Édouard Lemarchand, 41 ans, menuisier, depuis un an travaille au service des ventes à *l'Humanité*.

Suzanne Martorel, 36 ans, trois enfants, employée au routage de *l'Humanité*.

Hippolyte Pina, 58 ans, maçon ; il avait quitté l'Italie fasciste vers 1930.

Raymond Wintgens, 44 ans, typographe, militant CGT.

Maurice Pochard, 48 ans, deux enfants, décédé à l'hôpital après deux mois de souffrances des suites de ses blessures.

Un agent de la RATP, Mohamed ait Saada, 28 ans, resta cloué sur un fauteuil roulant durant 21 années avant de mourir des séquelles en 1983. ☹

**Jean-Michel Dumont**



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e  
COMITÉ DE RÉDACTION :

Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Amado Lebaube,  
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

# Il était une fois le colonel Fabien

## Une série historique de Gérard Pellois (épisode 2)

**L**e 18 juillet 1936, Franco dirige une rébellion militaire et fasciste contre le peuple espagnol qui vient de faire le choix du « Fronte popular ». Il recevra l'appui militaire et financier d'Hitler et de Mussolini.

Maurice Thorez, en août 1936, déclare en parlant de ces gouvernements fascistes : « Ils veulent encercler la France. (...) Cette préparation de guerre souligne la trahison de Français partisans d'Hitler qui, ici, crient à une prétendue neutralité... ». Léon Blum prône la non-intervention. La solidarité s'organise, à l'initiative du PCF, de la CGT et du Secours populaire.

L'Internationale communiste décide de recruter des volontaires pour soutenir l'armée républicaine espagnole. Début septembre, le Comité antifasciste international, installé là où se trouve aujourd'hui le siège du PCF, recrute les premiers volontaires. Le 13 octobre 1936, le premier contingent arrive à Albacete, base des Brigades



internationales, au sud-est de Madrid. Fin octobre, Pierre Georges s'engage et rejoint cette base, contre l'avis de son père et des directions du PCF et de la JC qui comptaient plutôt sur ses qualités d'organisateur et de meneur, en France, en cette période d'effervescence sociale.

Pierre a dix-sept ans, il a falsifié sa carte d'identité. André Marty, inspecteur général des Brigades internationales, refuse de l'envoyer au front parce que trop jeune, il en fait son garde du corps. Pierre intègre la quatorzième brigade nommée la brigade « Marseillaise ». Son frère Daniel l'y rejoindra un an plus tard.

Octobre 1937 : Pierre, affecté à l'état-major, a pour ordre de transmettre des instructions au bataillon pris sous le feu près d'Aranjuez (proche de Madrid). Presque tous les officiers de la compagnie sont tués ou blessés. Pierre prend le commandement, rassemble 250 hommes,

contre-attaque et résiste jusqu'à l'arrivée des renforts. Son courage, son esprit d'initiative et ses qualités militaires vont le conduire à l'école d'officiers. Novembre 1937 : Il accompagne Marty pour accueillir la treizième brigade. Dolorès Ibárruri est présente. Des rangs monte un appel : « Pierrot ! Pierrot ! ». Douze de ses camarades de la jeunesse ouvrière juive de « la Bellevilloise » sont là.

Janvier 1938 : Sorti aspirant de l'école d'officiers, il devient instructeur à l'école des sous-officiers. Il a dix-neuf ans et intègre la quatorzième brigade.

9 mars 1938 : Sur un front de 100 kilomètres en Aragon, Franco lance cinq corps d'armée pour couper en deux la zone républicaine. Les Messerschmitt et Stukas nazis appuient l'offensive. Côté républicains, cinq brigades sont engagées, dont la quatorzième, à Gandesa (Catalogne).

### Les Républicains sont battus.

Le 19 mars, Pierre est gravement blessé au ventre, à la cuisse, au poignet. Marcel Sagnier, son copain d'usine à Villeneuve-Saint-Georges, qui commande la quatorzième brigade, l'élève au grade de lieutenant. Hospitalisé à Barcelone et atteint d'une pneumonie, Pierre est rapatrié en France en août 1938.

Madrid et Barcelone tombent en mars 1939, les Brigades internationales quittent l'Espagne au mois d'août. La marche vers la guerre mondiale qu'évoquait Thorez en 1936 se confirme. ❀

## Chroniques transatlantiques

# Retour de D. Trump : Quelles conséquences pour l'Europe et le monde ?

**L**e retour de D. Trump a pris une certaine frange de la bourgeoisie européenne au dépourvu. Alors que la guerre commerciale avec la Chine s'intensifie, l'Union européenne avait en effet fait le choix ces dernières années, et notamment depuis le renforcement du partenariat transatlantique en 2021, d'une interdépendance toujours plus grande de l'économie européenne avec celle des États-Unis. Or que compte faire D. Trump aujourd'hui ? Considérer l'UE comme un vassal ou comme un concurrent sur le plan commercial pour s'accaparer toujours plus de ressources et de marché ? Le retour d'une extrême droite assumée à la tête de la première puissance mondiale annonce-t-elle un

« recentrage » de la politique impérialiste étatsunienne au continent américain ? Quelles conséquences ce nouveau gouvernement aura sur l'industrie européenne, fort touchée ces dernières années déjà par les mesures ultralibérales, comme par les incitations des États-Unis à grands coups de primes à l'énergie pour attirer sur le sol étatsunien les multinationales européennes ? Quels sont les points de rupture et de continuité du nouveau gouvernement en place ? Face à une droite toujours plus extrême et à l'empêchement dogmatique des bourgeoisies européennes dans un fédéralisme et un libéralisme béat, quelles sont les alternatives que la gauche peut proposer ?

Autant de questions que nous voulons entamer avec ce premier volet des « *chroniques transatlantiques* ». Pour ce faire, nous avons invité à débattre, avec les membres de la direction de la fondation Gabriel-Péri, des intervenants de marque sur le plan européen. L'objectif de ce séminaire, outre d'analyser la séquence qui s'ouvre à nous, est bien d'avancer ensemble vers une alternative crédible et révolutionnaire. ✪

**Charlotte Balavoine**

secrétaire de la fondation Gabriel-Péri,  
responsable Europe du PCF.

N'hésitez donc pas à venir et à diffuser l'information autour de vous. Pour plus d'information :  
<https://r.email.gabrielperi.fr/mk/mr/sh/SMJz0ACyFvfreXPceGtjLSCEl6zS/9g5Bh59su90U>  
Où et quand ?

**Mercredi 5 février 2025, 18h30-20h30**

À l'espace Oscar Niemeyer (8 avenue Mathurin Moreau 75019 Paris) Salle des conférences (1<sup>er</sup> sous-sol)

Inscription obligatoire à [inscription@gabrielperi.fr](mailto:inscription@gabrielperi.fr)  
Suivre en visioconférence

Déroulé du débat :

**18h30-19h30** : Quels changements géopolitiques après le retour de Trump au pouvoir ?

Avec :

- **Bernard Duterme**, sociologue, directeur du Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve, Belgique),
- **Charlotte Balavoine**, responsable Europe du PCF,

- **Gabriel Galice**, président du Conseil de Fondation du GIPRI (Institut international de recherche pour la paix de Genève), en visioconférence.

**19h35-20h30** : Quels impacts du retour de Trump sur la politique industrielle ?

Avec :

- **Vincent Vicard**, économiste et adjoint au directeur du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales),
  - **Natacha Polony**, journaliste,
  - **Marie-Claire Cailletaud**, syndicaliste, membre honoraire du CESE, vice-présidente de la Fondation.
- La rencontre sera ouverte par **Guillaume Roubaud-Quashie**, président de la Fondation.

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.**

**Je verse :** ..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

- MJCF

## Retour de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme : une nouvelle attaque contre la souveraineté du peuple cubain

Le MJCF condamne fermement la décision de Donald Trump de réinscrire Cuba sur la liste des États prétendument soutenant le terrorisme. Cette mesure arbitraire illustre une fois encore la politique agressive et impérialiste des États-Unis envers le peuple cubain. Cuba subit depuis des décennies un blocus économique, commercial et financier totalement illégal. La décision prise par l'administration Trump vise à renforcer cette pression en cherchant à nuire aux acquis de la Révolution cubaine et au droit du peuple cubain à choisir son propre modèle de société.

Cette nouvelle attaque nous rappelle l'urgence de renforcer la solidarité internationale avec Cuba. Nous appelons les autorités françaises à prendre des mesures concrètes pour contrer le caractère extraterritorial du blocus étatsunien qui impose des sanctions à tout pays ou entreprise commerçant avec Cuba en violation du droit international et du principe de souveraineté des peuples.

Le MJCF réaffirme son soutien indéfectible au peuple cubain et à son droit à l'autodétermination. ✪



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

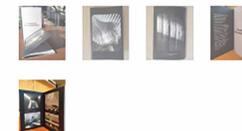
dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



Brochure du siège du  
PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.



En stock

1

AJOUTER AU PANIER

Catégories : Divers, Livres

Vous pouvez vous la procurer en passant vos commandes sur  
<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

# Pour une politique de paix internationale : bilan de la visite en France du prix Nobel de la Paix 2024



« L'affirmation de la paix est le plus grand des combats », écrivait Jean Jaurès. Ce fut incontestablement au cœur de la visite en France de l'association japonaise Nihon Hydankyo, prix Nobel de la paix 2024, avec dans ses rangs M. Shigemitsu Tanaka, survivant du bombardement nucléaire de Nagasaki.

Plusieurs rencontres et initiatives publiques ont ponctué leur séjour. Une conférence publique organisée au siège de la CGT, en coopération avec le Mouvement de la paix, a été l'occasion de souligner, en cette année qui marque le 80<sup>e</sup> anniversaire des bombes, l'impératif d'une politique de paix, d'une politique de sécurité collective en rupture avec les politiques de blocs de l'OTAN, la reprise des négociations de désarmement global et multilatéral, en premier lieu dans le domaine nucléaire. L'exigence de ratification par la France du traité TIAN a été fortement soulignée. Vincent Boulet, responsable aux Relations internationales, est intervenu dans ce sens au nom du PCF. Ceci faisait écho aux échanges tenus avec nos camarades du Parti communiste japonais la semaine précédente lors d'une rencontre bilatérale avec le PCF.

Le groupe GDR a organisé à l'Assemblée nationale une rencontre avec les députés. La délégation japonaise a également rencontré Philippe Rio, président de la Coopérative des élus et du réseau français des maires pour la paix.

Leur voyage s'est poursuivi en Bretagne. Les pluies et les vents à 130 et 150 km/h sur la pointe du Finis-



tère n'ont pas découragé 250 à 300 personnes venues des quatre départements bretons d'accueillir le prix Nobel de la paix 2024 face à la base de sous-marins nucléaires de l'île Longue et de lancer une pétition mondiale pour l'élimination totale des armes nucléaires.

Une réunion avec la délégation japonaise, les représentants régionaux de la CGT Bretagne, les représentants nationaux du Mouvement de la paix a eu lieu pour le désarmement nucléaire pendant une heure trente, avec des témoignages poignants, notamment celui de Tanaka Shigenmitsu, vice-président de Nihon Hidankyo, reçu plus tôt par la ville de Rennes, et notamment notre collègue élue communiste régionale Katja Kruger, pendant une heure trente.

Les deux tiers des gens n'ont pas pu assister à l'échange à l'intérieur car il n'y avait pas assez de place dans la salle. Étaient représentés : la CGT, le Mouvement de la paix, le PCF (+ 50 camarades de

toute la Bretagne et de tout le Finistère, le Morbihan et l'Ille-et-Vilaine faisaient venir des cars), les Insoumis (présence du député de Brest Pierre-Yves Cadalen), les Écologistes, l'UDB, le NPA, l'Université européenne de la paix, le CIAN 29, Greenpeace, des associations d'irradiés du nucléaire militaire.

Notre camarade Roland Nivet a introduit les débats pour le mouvement de la paix. Ismaël Dupont a pris la parole dans le débat au nom du PCF et en tant que conseiller départemental communiste du Finistère et élu de Morlaix ayant fait voter un vœu solennel pour le désarmement nucléaire le 16 décembre 2021. Un autre membre du Conseil national du PCF est intervenu, l'élu de Grâces (22) Pascal Bonneau, et Pierre-Yves Cadalen, député Insoumis-NFP de Brest, a transmis le soutien de son collègue de la commission Défense, le député communiste Jean-Paul Le Coq.

Ensuite la délégation s'est rendue sur la jetée en face de l'île Longue pour prendre une photo de groupe et lire des textes internationaux et japonais pour le désarmement nucléaire.

La section locale PCF Crozon-Châteaulin du Parti avec Christian Beaumanoir a été mise à contribution pour l'organisation de l'évènement au fret et les aspects techniques.

Tous ces faits ont été un évènement fraternel et important de solidarité internationale et une vraie réussite !✪

**Ismaël Dupont et Vincent Boulet**